



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 89 – 3 NOVEMBRE 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITÉ REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITÉS
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ÉNERGIE ET MATIÈRES PREMIÈRES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

AFRIQUE DE L'EST :
PUBLICATION DU
CLASSEMENT DOING
BUSINESS 2018

BALANCE
COMMERCIALE : LE
GHANA PROFITE
MOINS DES ACCORDS
DE LIBRE-ÉCHANGE
QUE SES VOISINS

SOMMET DE LA
CEDEAO SUR UNE
MONNAIE COMMUNE :
CONVERGENCE
ÉCONOMIQUE
INSUFFISANTE POUR UN
LANCEMENT EN 2020

KENYA : LE SHILLING
STABLE SUITE À LA
VICTOIRE D'UHURU
KENYATTA À
L'ÉLECTION
PRÉSIDENTIELLE

MAURICE : L'INDICE DE
CONFIANCE DES
ENTREPRENEURS À SON
PLUS HAUT HISTORIQUE

NIGERIA : LE
GOUVERNEMENT
PRÉVOIT UNE INJECTION
DE PRES DE 3 MDS USD
DANS LE SECTEUR
ÉLECTRIQUE EN 2018

BENIN : L'ÉTAT PREND
LE CONTRÔLE DE LA
BAIC

GHANA : EIFFAGE
SIGNE UN CONTRAT DE
120 M EUR AVEC
MPS DANS LE CADRE
DE L'EXTENSION DU
PORT DE TEMA

MADAGASCAR : LA
SOCIÉTÉ HFF
INAUGURE SON
PREMIER RÉSEAU
INDÉPENDANT
D'ÉLECTRIFICATION
RURALE



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Ghana, Sierra Leone et Libéria : dépendance croissante aux exportations de matières premières

Le dernier rapport de la CNUCED sur la dépendance aux produits de base a étudié l'évolution du phénomène entre les périodes 2009-2010 et 2014-2015. En 2015, les exports de matières premières représentent 97 % de la valeur des exportations de marchandises au Nigéria, 94 % au Ghana, 97 % en Sierra Leone et 73 % au Libéria. En cinq ans, la dépendance des pays de la zone aux exportations de matières premières s'est accrue, notamment concernant la part des exportations de matières premières dans le PIB (+6,6 points au Ghana à 28 % en 2015, +22,9 points en Sierra Leone à 30,7 % et +5,8 points au Libéria à 14,2 %), à l'exception du Nigéria pour laquelle le ratio a fortement diminué (-7,6 pts à 14,1 %).

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Balance commerciale : le Ghana profite moins des accords de libre-échange que ses voisins

Dans son rapport *Maximising Gains from Ghana's Trade Partnership*, l'institut IMANI met en exergue les gains limités qu'aurait tiré le Ghana de ses accords de libre-échange entre 2006 et 2016, en comparaison notamment avec la Côte d'Ivoire. Dans son commerce avec l'UE, le Ghana aurait connu un déficit moyen de 351 M EUR, contre un déficit moyen de 134 M EUR pour l'ensemble Afrique de l'ouest. Sur la même période, la Côte d'Ivoire aurait dégagé un excédent commercial moyen de 1,46 Md EUR. Le constat est le même pour son commerce avec les Etats-Unis (déficit commercial moyen de 557 M USD lors des dix dernières années), et au sein de la CEDEAO, où ses exportations auraient diminué de 4 % en moyenne depuis 2012.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Industrie du ciment : stratégies régionales de Lafarge et Dangote

Lafarge a spécifié à la Nigerian Stock Exchange son intention de procéder à l'émission d'actions en naira d'une valeur de 430 M USD afin de financer son développement au Nigéria, où il dispose actuellement d'une capacité de 11 M de tonnes (2^{ème} opérateur du secteur avec ¼ du marché) mais également pour s'étendre au Ghana à compter du dernier trimestre 2017. Dangote cement, principal opérateur du secteur au Nigéria avec une part de marché de 65 % (plus de 29 M de tonnes), poursuit également sa stratégie de déploiement panafricain. Les opérations pan africaines de la filiale ciment du groupe Dangote ont ainsi enregistré une hausse de revenus de 40 % (soit 192 Mds NGN) sur les neufs derniers mois.

✉ perrine.guerin@dgtresor.gouv.fr

▼ Sommet de la CEDEAO sur une monnaie commune : convergence économique insuffisante pour un lancement en 2020

Le groupe de travail présidentiel sur la monnaie unique de la CEDEAO s'est réuni à Niamey (Niger) le 24 octobre. A cette occasion, le Président du Nigéria, Muhammadu Buhari, a appelé à la prudence et contre un agenda précipité dans l'adoption d'une union monétaire, alléguant des fondamentaux macroéconomiques trop divers et incertains des différents pays membres. Le groupe de travail a par ailleurs reconnu que la convergence économique était encore insuffisante (critères relatifs à l'inflation, aux finances publiques et aux réserves de changes), tandis que l'échéance de 2020 est à présent jugée caduque.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Vers un rapprochement de la bourse des valeurs mobilières d'Afrique Centrale (BVMAC-Libreville) et de la Douala stock Exchange (DSX)**

La décision de fixer à Douala le siège de la BVMAC jusqu'ici établi à Libreville a été prise lors de la session extraordinaire de la conférence des Chefs d'Etat d'Afrique Centrale, tenue le 31 octobre 2017 à N'Djamena. La BVMAC contribue encore marginalement au financement des économies de la zone. Ses faibles performances seraient dues, entre autres et selon une étude de Zahra Bouba (2010), à la coexistence de deux bourses indépendantes dans la zone CEMAC.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée Equatoriale : le gouvernement entérine l'accord de libre circulation au sein de la zone CEMAC**

Mardi 24 octobre 2017, le gouvernement équato-guinéen ratifiait le principe de libre circulation des ressortissants en zone CEMAC. Cette décision intervenait quelques jours après celle du Gabon, pays qui bloquait également le processus depuis juin 2013. Les ressortissants des États membres désireux d'entrer sur le sol équato-guinéen devront être munis d'un passeport biométrique et la durée de leur séjour ne pourra excéder 90 jours. Les pouvoirs publics adressent ainsi un signal positif aux autres pays de la CEMAC.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

▼ **Maurice : visite d'Etat du président des Seychelles à Maurice et signature de quatre protocoles d'accord**

Danny Faure, président des Seychelles vient d'achever une visite officielle de quatre jours à Maurice. Quatre protocoles d'accord dans le secteur de la santé, de l'éducation, de la gestion conjointe du plateau continental et de la pharmacie ont été signés. Afin de concrétiser ces accords, une mission de responsables mauriciens, composée des dirigeants de la *State Trading Corporation*, de l'*Agricultural Marketing Board*, du *Board of Investment* et de *Business Mauritius*, se rendra prochainement aux Seychelles pour explorer de nouveaux axes de coopération bilatérale. Dans un premier temps, la priorité sera donnée à l'accroissement des exportations agricoles et des spécialités pharmaceutiques de Maurice vers les Seychelles.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ **Nigéria : budget 2018 annoncé à plus de 28 Mds USD, en progression de 15 % par rapport à 2017**

Le gouvernement fédéral nigérien a publié ses prévisions pour l'exercice 2018, qui font état d'un budget à 28,2 Mds USD, en progression de 15 % par rapport à 2017. Le budget repose sur les hypothèses d'une croissance du PIB à 3,5 %, d'une production pétrolière de 2,3 M b/j et d'un prix du baril à 45 USD/b. A l'instar de 2017, près de 45 % des recettes proviendraient des activités pétrolières. 30 % du budget est destiné aux dépenses en capital, près d'un quart servira au service de la dette (2,03 Bn NGN), tandis qu'une même proportion est prévue pour les rémunérations des fonctionnaires (2,12 Bn NGN). En 2018, le déficit s'établirait à 2,61 % du PIB contre 2,18 % en 2017.

✉ Marlene.MARQUESLOPES@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : subventionnement des produits de base pour limiter l'inflation**

Lors de son allocution devant la Chambre des représentants du peuple, le premier Ministre a annoncé que les produits de base importés (carburants, sucre et blé pour l'instant) seraient subventionnés afin de limiter l'effet inflationniste lié à la dévaluation de 15 % du birr par rapport au dollar américain actée le 11 octobre. Concernant les carburants, l'évolution du prix local sera désormais indexée sur les variations du cours international, sans reprendre l'effet change de la récente dévaluation. Cette décision constitue un changement de paradigme important car le gouvernement avait cessé de subventionner le secteur des carburants depuis 2008.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Kenya : le shilling stable suite à la victoire d'Uhuru Kenyatta à l'élection présidentielle**

Le shilling s'échangeait au 31 octobre à 120,3 KES/EUR et à 103,7 KES/USD, marquant une stabilisation de son cours après plusieurs semaines de pression sur la devise kenyane. Depuis l'annulation de l'élection présidentielle par la Cour Suprême, le 1^{er} septembre, le shilling ne s'est que légèrement déprécié, en raison des interventions constantes de la Banque centrale sur le marché des changes. Cette dernière a injecté près de 275 M USD pour stabiliser le change depuis deux mois, mais le niveau des réserves de change demeure confortable, à 4,7 mois de couverture des importations. La nouvelle élection du 26 octobre a vu le Président sortant, Uhuru Kenyatta réélu avec 98,3 % des voix, dans un scrutin marqué par le boycott du candidat de l'opposition, Raila Odinga et une participation de 39 % seulement.

✉ benoit.gauthier@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : nomination inattendue au poste de gouverneur de la Banque centrale de Tanzanie**

Le président Magufuli a nommé le professeur Florens Luoga, actuel président de l'autorité fiscale (TRA), au poste de gouverneur de la *Bank of Tanzania* (BoT). Florens Luoga prendra ses fonctions en décembre prochain à l'expiration du mandat de Benno Ndulu, titulaire du poste depuis 2008. Le Président tanzanien a justifié la nomination d'un spécialiste du droit fiscal à la tête de la banque centrale par sa volonté de renforcer les contrôles sur la fuite des capitaux des entreprises étrangères vers des paradis fiscaux.

✉ beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : augmentation de la dette publique**

Le creusement régulier du déficit public, de 2,7 % du PIB sur la décennie 2000/09 à 3,8 % depuis 2010, s'est traduit par l'augmentation de la dette publique, qui est passée de 21,6 % du PIB en 2007/08 à 37,3 % en 2016/17 d'après les données de la Banque centrale (BoT). Le gouvernement tanzanien peine à financer ses projets de développement avec ses propres ressources, recourant à l'endettement. Selon les estimations de la BoT, la Tanzanie doit mobiliser chaque année un minimum de 900 M USD d'emprunts extérieurs non concessionnels pour financer ses projets d'infrastructures. En 2016/17, le gouvernement a emprunté au total 505 M USD auprès du Crédit Suisse pour financer différents projets, dont celui du chemin de fer à écartement standard (SGR).

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : déficit budgétaire supérieur à celui escompté lors de la revue budgétaire de mi-parcours**

La revue budgétaire de mi-parcours pour 2017/18 a pris acte du ralentissement de l'activité, revoyant à la baisse les prévisions de croissance à 0,7 % contre 1,3 % initialement prévus. Les revenus fiscaux devraient être moins importants que prévus (à 1 363,6 Mds ZAR, en baisse de 51 Mds ZAR) du fait notamment de la contraction des recettes perçues au titre de l'impôt sur le revenu (-21 Mds ZAR par rapport aux prévisions) et au titre de la TVA (- 1,4 Mds ZAR par rapport aux prévisions). Bien que les dépenses devraient s'avérer stables ou en légère diminution par rapport aux prévisions, le déficit budgétaire va être supérieur à celui escompté, passant de 3,1 % du PIB à 4,3 % du PIB.

✉ hugo.fraschini@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : dégradation d'un cran de la notation de la dette souveraine en devises et en monnaie locale par Moody's**

Le 20 octobre, l'agence de notation *Moody's* a baissé d'un cran sa notation de la dette souveraine en devises (de B1 à B2 soit 5 crans en-dessous de la catégorie investissement – relèvement de la perspective de négative à stable grâce à l'amélioration des perspectives du secteur pétrolier) et en monnaie locale (de Ba1 à Ba2 ; 2 crans en-dessous de la catégorie investissement).

✉ hugo.fraschini@dgtresor.gouv.fr

▼ **Botswana : baisse de 50 points de base du taux directeur à 5 %**

Le 24 octobre, la Banque centrale a abaissé le taux directeur de 50 pdb à 5 % compte tenu des perspectives favorables d'inflation (taux d'inflation revenu depuis janvier au-dessus de la limite inférieure de la fourchette de 3-6 % suivie par la Banque centrale), du fait de la modération de l'inflation importée et de l'absence de pression par la demande.

✉ hugo.fraschini@dgtresor.gouv.fr

▼ **Lesotho : maintien de la notation souveraine à B+ et de la perspective stable associée**

Le 20 octobre, l'agence de notation *Fitch* a conservé la note de la dette souveraine de long terme en devises et monnaie locale en B+ (très spéculatif – dégradée d'un cran en avril 2016) assortie d'une perspective stable.

✉ hugo.fraschini@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : 1^{ère} revue du programme avec le FMI

Une mission FMI a séjourné à Lomé du 21 au 30 octobre 2017 dans le cadre de la première revue du programme économique triennal soutenu par une Facilité élargie de crédit (FEC). Tous les critères quantitatifs de 1^{er} ordre ont été respectés, excepté celui relatif à l'arrêt des arriérés de paiement de l'Etat. Quant aux repères structurels, l'Etat est parvenu à exécuter seulement entre 60 à 70 % des montants planchers en termes de recettes budgétaires totales et de dépenses sociales financées sur ressources intérieures. La mission a demandé aux autorités de lui communiquer d'ici fin novembre 2017, le plan final de restructuration de deux banques publiques sous-capitalisées et le projet de budget 2018. Le rapport de cette revue ne sera transmis au Conseil d'administration qu'après réception de ces deux documents.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : le ministre des Finances présente le projet de LF 2018

Le gouvernement nigérien a préparé un budget équilibré s'élevant à 1 900,86 Mds FCFA (2 902 M EUR) en 2018 contre 1 855,36 Mds FCFA (2 832 M EUR) en 2017. Le déficit est présenté à 45,1 %. Le taux de pression fiscale augmentera à 16,2 %. Les principales mesures fiscales envisagées sont les suivantes : introduction de valeurs transactionnelles, hausse de la TVA pour certains produits importés (boîte de lait sucré, riz importé parfumé, engrais d'origine animale et végétale), création de trois impôts fonciers (impôt sur les revenus des baux d'habitation et des baux professionnels et taxe immobilière des personnes morales), hausse de la taxe d'habitation, augmentation de 10 % dans les transports, création d'un impôt minimum synthétique pour le secteur informel.

✉ lebaronc@afd.fr / karim.ibrahim@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : la LFR 2017 validée par le Conseil des ministres

Le Conseil des ministres du 25 octobre 2017 a marqué son accord pour la transmission du projet de 2^{ème} loi de finances rectificative 2017 à l'Assemblée nationale. Les ajustements consistent en des annulations et des ouvertures de recettes et de dépenses, ainsi que des ajustements techniques en vue d'ouvrir des autorisations d'engagements complémentaires au profit de certains ministères et institutions. Les prévisions budgétaires ajustées ressortent en recettes à 1 804,9 Mds FCFA (2 751 M EUR) et en dépenses à 2 295,2 Mds FCFA (3 498,8 M EUR), soit un déficit budgétaire de 490,3 Mds FCFA (748,5 M EUR). L'épargne budgétaire s'établit à 232,6 Mds FCFA (354,6 M EUR) contre 258,9 Mds FCFA (394,7 M EUR) dans la 1^{ère} LFR, soit une baisse de 10,16 %.

✉ karim.ibrahim@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Afrique de l'Est : publication du classement Doing Business 2018

Selon le rapport Doing Business 2018 publié par la Banque mondiale portant sur 190 pays, l'environnement des affaires a évolué de manière contrastée dans la zone. Si le Kenya, le Rwanda et Maurice ont sensiblement amélioré leur rang, l'Ouganda et la Tanzanie ont connu une baisse significative dans le classement international. L'ordre régional demeure inchangé, avec Maurice considéré comme ayant l'environnement des affaires le plus favorable, suivi par le Rwanda et le Kenya. Le Soudan du Sud, l'Erythrée et la Somalie sont parmi les quatre pays les moins bien classés.

Pays	Classement		Composante ...	
	2017	2018	...la mieux notée	...la moins bien notée
Burundi ▼	157	164	Création d'entreprise (42 ^e)	Raccordement à l'électricité (182 ^e)
Comores ▼	153	158	Obtention d'un permis de construire (79 ^e)	Exécution des contrats (180 ^e)
Djibouti ↗	171	154	Règlement de l'insolvabilité (73 ^e)	Accès au crédit (183 ^e)
Erythrée ↔	189	189	Exécution des contrats (119 ^e)	Commerce transfrontalier (189 ^e)
Ethiopie ↔	159	161	Exécution des contrats (68 ^e)	Protection des investisseurs minoritaires (174 ^e)
Kenya ↗	92	80	Accès au crédit (29 ^e)	Transfert de propriété (125 ^e)
Madagascar ↗	167	162	Création d'entreprise (76 ^e)	Raccordement à l'électricité (184 ^e)
Maurice ↗	49	25	Obtention d'un permis de construire (9 ^e)	Commerce transfrontalier (70 ^e)
Ouganda ▼	115	122	Accès au crédit (55 ^e)	Raccordement à l'électricité (173 ^e)
Rwanda ↗	56	41	Transfert de propriété (2 ^e)	Raccordement à l'électricité (119 ^e)
Seychelles ↔	93	95	Paieement des taxes et impôts (29 ^e)	Création d'entreprise (141 ^e)
Somalie ↔	190	190	Exécution des contrats (110 ^e)	Protection des investisseurs minoritaires & Paiements des taxes et impôts (190 ^e)
Soudan ↔	168	170	Transfert de propriété (89 ^e)	Protection des investisseurs minoritaires (186 ^e)
Sud Soudan ↔	186	187	Paieements des taxes et impôts (66 ^e)	Raccordement à l'électricité (187 ^e)
Tanzanie ▼	132	137	Obtention de prêts (55 ^e)	Commerce transfrontalier (182 ^e)

Note de lecture :

↗ : amélioration du classement en 2018

▼ : dégradation du classement en 2018

↔ : classement stable ou quasi stable en 2018 (différence de +/- 2 places par rapport à 2017)

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Burundi : prolongement des sanctions de l'UE à l'encontre d'officiels

Le Conseil européen a décidé de prolonger les sanctions infligées à plusieurs personnalités burundaises jusqu'au 31 octobre 2018. Ces sanctions se traduisent par l'interdiction d'entrée de ces personnalités sur le territoire communautaire et par le gel de leurs avoirs financiers dans l'Union. L'UE estime que la situation politique et celle des droits de l'homme ne se sont pas améliorées depuis avril 2015 et la candidature - suivi de la réélection - de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat de président de la République. L'UE a par ailleurs gelé son soutien budgétaire direct à l'Etat depuis cette crise et n'effectue aujourd'hui des opérations qu'en appui direct aux populations.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : réouverture de quatre postes douaniers entre les deux Soudan

Les ministres de la Défense du Soudan et du Soudan du Sud ont annoncé la conclusion d'un accord de sécurité prévoyant, entre autres, la réouverture de quatre postes frontières sur les dix existants entre les deux pays. Les postes frontières avaient été totalement fermés après la partition du pays en 2011, puis certains partiellement rouverts et par intermittence entre janvier 2016 et septembre 2017. L'accord devrait être signé par les présidents des deux pays le 2 novembre, à Khartoum, à l'occasion de la visite du président sud-soudanais.

✉ olivier.biltz@dgtrésor.gouv.fr

▼ Soudan : renouvellement des sanctions britanniques contre Musa Hilal

Le Trésor britannique a renouvelé le 29 octobre les sanctions économiques britanniques contre Musa Hilal, considéré comme étant l'un des principaux dirigeants des milices *djandjawids* soudanaises, accusées de violences au cours de la guerre civile au Darfour. Ces sanctions avaient été mises en place en 2006 à la suite de la résolution 1591 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, concernant le Darfour. Aux termes de ces sanctions, toute transaction financière avec Musa Hilal est interdite, mais le communiqué du Trésor britannique indique que des contournements de ces sanctions auraient eu lieu. Musa Hilal contrôle des mines d'or au Jebel Amer, à une cinquantaine de kilomètres au nord-ouest de la petite ville de Kabkabiya.

✉ olivier.biltz@dgtrésor.gouv.fr

▼ Maurice : l'indice de confiance des entrepreneurs à son plus haut historique

C'est ce que révèle la dernière enquête conduite par la *Mauritius Chamber of Commerce and Industry* (MCCI) avec une hausse de 7,5 % du niveau de confiance, passant de 105,4 points à 113,3, au cours du troisième trimestre, soit l'une des plus fortes augmentations enregistrées depuis le lancement de cet indice en juin 2010. Pour la première fois, quatre hausses trimestrielles consécutives ont été constatées, signe d'un retour à l'optimisme des chefs d'entreprises sur l'amélioration globale de l'économie. L'indice du secteur des services a affiché la plus forte hausse (+8,5 %), suivi par l'industrie (+ 7,3 %) et le commerce (+6,7 %).

✉ hugues.reydet@dgtrésor.gouv.fr

▼ Tanzanie : suspension unilatérale de l'accord douanier avec la République démocratique du Congo (RDC)

Le gouvernement tanzanien a annoncé la suspension unilatérale dans six mois de l'accord douanier *Single Custom Territory* (SCT) avec la RDC, signé en 2015. La Tanzanie souhaite renégocier l'accord, car ses modalités d'application seraient à l'origine d'importants délais, entre deux et trois mois pour le dédouanement des marchandises à destination de la RDC. La renégociation aurait pour but de simplifier les mesures de contrôle et de taxation des marchandises au port de Dar Es Salam. Ce dernier a enregistré une baisse continue de son trafic entre 2013/14 et 2016/17, passant de 33,5 à 30,3 Mt.

✉ beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Sénégal : le pays gagne sept places au classement *Doing Business* 2018**

En 2017, le Sénégal est classé 140^{ème} sur 190 pays contre 147^{ème} sur 190 en 2016, derrière la Côte d'Ivoire (139^{ème}). Ce résultat est dû à la facilitation de la création d'entreprises par la réduction des frais de notaires, l'amélioration de la surveillance et de la régulation des pannes d'électricité par l'enregistrement des données pour les indices annuels de durée moyenne d'interruption et de fréquence moyenne d'interruption, la baisse des coûts et délais de transfert et d'enregistrement de propriété, l'introduction et la pratique des délais de remboursement en espèces de la TVA, la réduction des délais de litige commercial. L'île Maurice reste l'économie africaine la mieux classée (25^{ème} mondial), devant le Rwanda (41^{ème}), le Maroc (69^{ème}), le Kenya (80^{ème}), Botswana (81^{ème}) et l'Afrique du Sud (82^{ème}).

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Déplacement du Président Buhari en Turquie : bilan de 4 jours de visite

Le Président nigérian Muhammadu Buhari s'est rendu en Turquie la semaine dernière, pour rencontrer Recep Tayyip Erdogan. Plusieurs engagements ont été pris, sur trois secteurs principaux : (i) sécuritaire (soutien mutuel dans la lutte contre le terrorisme); (ii) défense (accord sur l'entraînement militaire et le développement de la *Defence Industries Corporation*) ; (iii) industriel (volonté d'augmenter le volume des échanges bilatéraux, avec l'étude d'un traité de non-double imposition, d'un accord de promotion des investissements et d'une réglementation bancaire). D'après le ministère des Affaires étrangères turque, 50 entreprises turques opèrent aujourd'hui au Nigéria, avec des investissements s'élevant à près de 420 M USD.

✉ Aristide.GASANGWA@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : la COCOBOD en discussion avec EXIM Bank China pour un prêt de 500 M USD

La COCOBOD (*Ghana Cocoa Board*) est en discussions avec l'Exim banque chinoise en vue d'un prêt de 500 M USD qui servirait à financer en priorité la construction d'entrepôts de stockage de cacao. Son remboursement s'étalerait sur une période de 5 ans, avec une période de grâce de 2 ans, le taux d'intérêt et les garanties restant à déterminer. Le prêt pourrait également profiter à des projets d'irrigation, de développement d'usines de transformation et de construction de routes et de rails, nécessaires au développement de la filière. La COCOBOD serait également en discussion avec de potentiels partenaires chinois qui souhaiteraient commercialiser dans leur pays des produits à base de cacao semi-transformés issus du Ghana.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : octroi d'une ligne de crédit de 100 M USD à Kenya Commercial Bank par la Banque africaine de développement

Le conseil d'administration de la Banque africaine de développement a validé l'octroi d'une ligne de crédit de 100 M USD au bénéfice de Kenya Commercial Bank (KCB), première banque du pays avec 13,7 % des actifs. Cette ligne devrait permettre à la banque d'assurer des financements à long terme et en devises, au bénéfice de projets d'infrastructures et des PME.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : mise en œuvre du Plan national de développement 2016-2020

Un point d'étape sur la mise en œuvre du PND, dont le coût global est estimé à 45,7 Mds EUR et qui doit être financé à hauteur de 37,6 % par le secteur public et 62,4 % par le secteur privé, vient d'être fait par le gouvernement. Il en ressort que les investissements réalisés en 2016 se sont élevés à 4 450 Mds FCFA (6,8 Mds EUR), soit un taux d'exécution de 104 % par rapport aux prévisions initiales. La part du secteur privé dans ces investissements a été de 64 % (contre un objectif de 60 %). En termes de réalisation des investissements publics prévus pour l'année 2016, le taux de décaissement s'est élevé à 80 %.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso: 2^{ème} phase de l'emprunt obligataire « TPBF 6,5 % 2017-2027 »**

Une cérémonie de cotation délocalisée a été organisée le 26 octobre 2017 à Ouagadougou dans le cadre de l'emprunt obligataire 2017-2027. Les obligations émises par le Trésor public du Burkina Faso - pour laquelle la société Coris Bourse a joué l'intermédiaire - sont passées dans le marché secondaire de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM). Les investisseurs qui n'avaient pas pu se procurer des titres lors du lancement de l'appel public à l'épargne dénommé « Etat du Burkina Faso 6,50 % 2017-2027 » (TPBF 6,5 % 2017-2027), du 7 au 21 juillet 2017, peuvent désormais en acquérir. Au fixing d'ouverture, 2 000 titres avaient été échangés au cours de 10 000 FCFA, soit une valeur transactionnelle de 20 M FCFA (30 534 EUR).

✉ karim.ibrahim@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : mission économique belge**

Une mission économique belge, composée de plus d'une centaine de chefs d'entreprise, de cinq ministres et conduite par la Princesse Astrid (sœur du roi Philippe de Belgique), a séjourné à Abidjan du 22 au 26 octobre 2017. A cette occasion, une vingtaine d'accords privés et publics a pu être signée. Le plus important de ces accords est la construction d'un nouveau terminal minéralier au port autonome d'Abidjan par le groupe Sea Invest. Les échanges entre la Côte d'Ivoire et la Belgique sont dynamiques depuis ces dernières années, passant d'une valeur globale (exportations et importations) de 537 M EUR à 978 M EUR entre 2012 et 2016. La Belgique a été à la fois le 5^{ème} fournisseur (avec 4 % de part de marché) et le 5^{ème} client (7,3 % de part) du pays en 2016.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

► Energie et matières premières

► Nigéria : le gouvernement prévoit une injection de près de 3 Mds USD dans le secteur électrique en 2018

Le gouvernement fédéral nigérian prévoit d'injecter 2,86 Mds USD dans le secteur électrique courant 2018, selon les informations extraites du cadre de dépenses à moyen terme (2018-2020). Cette somme devrait servir à stabiliser le marché de l'électricité nigérian. Toutefois, les observateurs de l'industrie doutent que l'injection prévue puisse résoudre les problèmes auxquels le secteur de l'électricité est confronté, sans qu'il soit nécessaire de procéder à un examen tarifaire des prix de l'électricité. Pour rappel, en avril dernier, les autorités ont adopté un plan de redressement du secteur électrique à moyen terme, devant permettre au pays d'atteindre une capacité de génération d'au moins 10 000 MW à l'horizon 2020.

✉ Aristide.GASANGWA@dgtrésor.gouv.fr

► Djibouti : signature d'un protocole d'accord commercial pour le financement du complexe gazier de Damerjog

Le groupe chinois POLY-GCL financera ce projet estimé à 4 Mds USD qui devra être achevé trois ans après le début des travaux. Il s'agira de construire un gazoduc de 700 km reliant une usine de liquéfaction et un terminal d'exportation à Damerjog, à 30 km au sud-est de la capitale Djibouti pour exporter le gaz naturel éthiopien, dont les réserves prouvées sont de 25 Mds m³. L'Éthiopie pourra ainsi exporter annuellement jusqu'à 12 Mds m³. Ce projet devrait contribuer à approfondir l'intégration régionale dans le domaine de l'énergie tout en stimulant les exportations éthiopiennes et en renforçant la plateforme logistique de Djibouti.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

► Éthiopie : l'italien Enel, lauréat pour la construction de la centrale solaire de Metehara

L'italien Enel Power a remporté en consortium avec l'éthiopien Orchid Business Group l'appel d'offres pour la centrale photovoltaïque de 100 MW située à Metehara (région Oromo). Sa construction, pour 120 M USD, devrait être achevée d'ici 2019. Lancé en février 2017, il s'agit du premier appel d'offres permettant au secteur privé d'investir dans le secteur de l'énergie en Éthiopie (en IPP). L'électricité sera revendue à *Ethiopian Electric Power* dans le cadre d'un *power purchasing agreement* (PPA) conclu pour 20 ans. D'autres appels d'offres en IPP sont en cours, dont l'un dans le cadre de l'initiative *Scaling Solar* de la Banque mondiale pour la construction de deux centrales solaires de 125 MW chacune ; la remise des offres est fixée au 21 novembre.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : les accords de rachat d'électricité de producteurs indépendants sur la bonne voie**

Les accords de rachat d'électricité de producteurs indépendants progressent mais ne sont pas signés fin octobre. L'ancienne ministre de l'Energie avait enjoint *Eskom* de signer ces accords d'ici fin octobre pour les projets respectant un plafond de 77 cents ZAR / KWh. La renégociation de projets vieux de deux ans peut expliquer ces délais supplémentaires. Un projet Innwind (groupe EDF) est concerné.

✉ Jean-Baptiste.DABEZIES@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : fin de l'obligation pour les producteurs indépendants de vendre leur énergie à Zesco**

La loi sur l'électricité va être modifiée pour permettre aux producteurs d'énergie indépendants de vendre librement leur production. Seul l'électricien national ZESCO peut racheter aujourd'hui cette énergie. Le ministre de l'Energie veut par cette réforme soutenir la production et la concurrence dans les marchés du pétrole et de l'électricité.

✉ Jean-Baptiste.DABEZIES@dgtresor.gouv.fr

▼ **Namibie : fermeture des mines de diamants autour d'Oranjemund d'ici 2022**

Namdeb va fermer tour à tour ses quatre mines, Elizabeth Bay fin 2018, Daberas fin 2019, Sendelingsdrift en 2020 et Southern Coastal en 2022. *Namdeb* poursuivra l'exploration dans la région par le biais de sa filiale marine *Debmarine Namibia*.

✉ Jean-Baptiste.DABEZIES@dgtresor.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Ghana : GREL prévoirait d'investir 50 M EUR annuellement pour accélérer son développement**

Selon le *Ghanaian Times*, l'entreprise de caoutchouc *Ghana Rubber Estates Limited* (GREL), dans lequel le groupe Michelin dispose de participations, prévoirait d'injecter annuellement 50 M EUR pour son développement. L'entreprise entreprendrait notamment de construire d'ici quatre ans une nouvelle usine capable de produire 100 000 tonnes de caoutchouc supplémentaires. GREL envisagerait ainsi de recruter 400 nouveaux salariés, qui s'ajouteraient aux 4 600 emplois directs déjà créés par l'entreprise.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

Services

▼ Nigéria : Barclays désignée pour trouver un repreneur pour 9mobile

D'après *Financial Afrik*, la filiale sud-africaine de la banque Barclays a été désignée par le consortium des prêteurs nigériens pour trouver de nouveaux investisseurs dans le cadre de la reprise de l'opérateur téléphonique 9mobile. Les banques Citigroup et Standard Bank étaient également en compétition mais ont vu leurs candidatures écartées compte tenu de leurs liens passés avec l'opérateur. Avec 14 % de parts de marché, 9mobile est le quatrième (et dernier) opérateur téléphonique au Nigéria derrière l'opérateur sud-africain MTN (47 %), le nigérien Globacom (20 %) et l'indien Bharti Airtel (19 %).

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : Air Mauritius modernise sa flotte et reçoit son premier A350-900

Afin de réduire ses coûts opérationnels et faire face à la concurrence des autres pavillons étrangers, *Air Mauritius* opère une importante modernisation de sa flotte avec l'introduction au cours des cinq prochaines années de six appareils A 350-900 et deux A330-900 néo. Les deux premiers A350-950 ont été acquis en leasing auprès d'AerCap, le premier a été livré en octobre et le deuxième rejoindra la flotte en novembre. En 2018, le renouvellement se poursuivra avec la livraison de deux A330-900, puis de deux autres A350 en 2019. Les deux derniers A350 sont attendus pour 2023.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : e-santé et développement du secteur de la santé

Avec 102 millions d'habitants, l'Ethiopie poursuit de fortes ambitions dans la santé via son 2nd plan de croissance et de développement (GTPII 2015-2020), offrant des opportunités aux entreprises françaises. Les nouvelles technologies contribuent au développement du secteur ; la mortalité infantile a ainsi pu être diminuée de 40 % dans les zones rurales via le déploiement de *Safe Delivery App*, application mobile financée par une fondation danoise lancée en 2012. Le gouvernement soutient également le développement des infrastructures (hôpitaux, centres de soin) et l'accès aux médicaments et équipements (2^{ème} poste d'exportations françaises vers l'Ethiopie) ; souvent sur financements internationaux.

✉ magali.pialat@businessfrance.fr

▼ Bénin : l'Etat prend le contrôle de la BAIC

L'Etat béninois a décidé de secourir la Banque Africaine pour l'Industrie et le Commerce (BAIC), en difficultés financières deux ans à peine après le lancement de ses activités en novembre 2015. Cette décision fait suite à la menace d'un retrait possible de la licence de la banque, du fait de ses mauvais résultats. La BAIC avait, à son lancement, un capital social de 8 Mds FCFA détenu par le fonds genevois Atlantic International pour 80 % et la société de négoce de produits pétroliers genevoise PHILIA pour 9 %. Ce capital est passé à 10 Mds FCFA au 30 juin 2017. La BAIC a réalisé un total bilan de 27 827 MFCFA (0,8 % du bilan global de la place, soit 13^{ème} banque sur 15).

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : accord de libre circulation dans le domaine de l'aviation avec le Togo**

En vertu d'un accord bilatéral qui vient d'être signé entre la Mauritanie et le Togo, la compagnie aérienne nationale, Mauritania Airlines, est autorisée à assurer des liaisons directes vers Lomé à partir de Nouakchott. Pour mémoire, Mauritania Airlines dispose d'une flotte de 5 avions et dessert les villes de Dakar, Bamako, Conakry, Abidjan, Casablanca, Tunis et Las Palmas.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : inauguration du complexe culturel Canal Olympia**

L'espace culturel Canal Olympia a été inauguré mardi 24 octobre 2017, en présence de Vincent Bolloré, président du Conseil de surveillance de Vivendi et du Chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé. Canal Olympia se compose d'une salle de spectacle à ciel ouvert et d'une salle de cinéma dotée d'une capacité de 300 places. Il s'agit de la septième salle de cinéma ouverte par Vivendi en Afrique. L'investissement a coûté 1,5 Mds FCFA (2,3 M EUR), et a permis notamment de rendre la structure totalement autonome en énergie, grâce à l'installation d'un système solaire (400 panneaux photovoltaïques et batteries de stockage).

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Ghana : Eiffage signe un contrat de 120 M EUR avec MPS dans le cadre de l'extension du port de Tema

Le 24 octobre, Eiffage a signé un contrat de 120 M EUR avec Meridian Port Services (MPS), la joint-venture de Maersk, Bolloré et GPHA chargée du projet d'extension du port de Tema. 100 M EUR seront affectés aux travaux de terrassement et d'aménagement (circulation, réseau de transport public...) et 20 M EUR à la construction d'une unité de production d'électricité qui servira à alimenter en énergie les opérateurs du port. MPS investira 1,5 Md EUR (dont 300 M EUR apportés par Bolloré) dans ce projet d'extension qui doit permettre de quadrupler la capacité du port de Tema (aujourd'hui supérieure à 800 000 tonnes) et d'en faire un hub majeur pour le commerce de biens en Afrique de l'ouest.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : Orange lance sa marque

L'opérateur français de télécommunications Orange a annoncé mercredi 18 octobre 2017 le lancement officiel de sa marque en Sierra Leone. Airtel Sierra Leone, acquis en juillet 2016 avec son partenaire sénégalais Sonatel, devient donc à compter de cette date Orange Sierra Leone. Plus tôt cette année, la compagnie de téléphonie a dévoilé un plan de modernisation et d'expansion à l'échelle internationale, visant à améliorer la fiabilité, la couverture et la qualité de son réseau ainsi que ses services de transmission de voix et de données. Pour information, Orange est présent dans 16 pays de la zone subsaharienne, où la société compte plus de 50 M de clients.

✉ Aristide.GASANGWA@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : la société HFF inaugure son premier réseau indépendant d'électrification rurale

La société Henri Fraise Fils (HFF) a inauguré une unité de production d'électricité photovoltaïque à Belobaka, commune rurale isolée, en présence du Président malgache et de l'ambassadeur des Etats-Unis. Cette unité d'une capacité de 80 KW doit permettre le raccordement de 800 foyers via l'installation de compteurs prépayés connectés au mini-réseau. Présent dans de nombreux secteurs (énergie, engins de chantier, hôtellerie), le groupe Fraise et son partenaire américain *Fluidic Energy* avaient signé en 2016 un accord avec le gouvernement portant sur l'électrification d'une centaine de villages et petits centres urbains.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : Aéroports de Paris Ingénierie (ADPI) obtient le contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage du projet de construction de l'aéroport de Glo-Djigbé**

La construction de cet aéroport international, qui sera situé à Glo-Djigbé (40 km au nord de Cotonou), et de la voie express Glo Djigbé-Togbin (40 km), a été confiée en mode « conception et construction » à l'opérateur chinois CACC (*China Airport Construction group Corporation*). Les travaux devraient durer trois ans, pour une inauguration prévue courant 2021. Cette assistance technique se limite essentiellement à la revue des dossiers de conception rédigés par CACC et la revue de l'étude de faisabilité du projet. Le site de construction de l'aéroport de Glo-Digbé couvre 3028 hectares, sur les trois communes d'Abomey-Calavi, de Zè et de Tori-Bossito.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : appels d'offres internationaux pour la réhabilitation des postes électriques de Sonfonia et de Kipé et construction d'un poste à Sonfonia Casse**

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'urgence d'approvisionnement en électricité de la ville de Conakry et des préfectures sur les réseaux interconnectés, Electricité de Guinée lance deux appels d'offres internationaux. Le 1^{er} est relatif à la réhabilitation et au renforcement des postes « haute tension » de Sonfonia et de Kipé. Le 2^{ème} concerne la construction d'un poste (110/20KV) à Sonfonia Casse localisé sur le fleuve Konkouré. Il s'agit d'un contrat clé en main comprenant l'intégralité des prestations nécessaires à la conception, à la construction, aux essais et à la mise en service du poste. La date limite des dépôts est fixée au 4 janvier 2018.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ La Chambre de Commerce et d'Industrie France Ghana (CCIFG) organise l'Agro French Touch Conference

La CCIFG a organisé une conférence destinée à promouvoir le savoir-faire des entreprises agro-alimentaires françaises présentes au Ghana et participant au développement économique et social du pays. Introduite par une visite de la plantation de bananes de Golden Exotics (filiale de la Compagnie fruitière), l'évènement de 2 jours s'est poursuivi par une présentation des Directeurs de Golden Exotics (fruits), de GREL (caoutchouc), de Fan-Milk Danone (produits laitiers) et de Mane (Arômes). Elle fut complétée par une présentation générale du secteur par la Directrice de la CCIFG, qui a également abordé l'enjeu crucial du cacao sur lequel évoluent deux sociétés à capitaux français, Touton et Barry Callebaut.

✉ info@ccifranceghana.com

▼ La Chambre de Commerce et d'Industrie France Ghana organise un petit déjeuner d'affaires sur les nouveautés fiscales du Ghana

En partenariat avec le cabinet PricewaterhouseCoopers, l'évènement a permis une revue des principales nouvelles mesures fiscales du pays mises en place en 2017, présentant notamment leurs impacts sur le budget de l'Etat avec une hausse de revenus par rapport à 2016, bien que les prévisions pour la fin de l'année soit en dessous des espérances du gouvernement. L'accent a été mis sur la nouvelle taxe dite VAT Flat Rate Scheme, une TVA de 3% se substituant à la TVA générale de 17,5%, sur certaines activités de commercialisation de biens. La présentation s'est conclue par une projection sur 2018, avec le passage du nouveau budget prévu en Novembre 2017.

✉ info@ccifranceghana.com

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

